Migrants : Emmanuel Macron veut «partout des hébergements d'urgence»

27/07/2017 à 23h06

Dans un discours sur l'intégration, le chef de l'Etat a promis des hébergements d'urgence mais aussi des missions en Afrique pour éviter les traversées de la Méditerranée.

> *« Je ne veux plus d'ici la fin de l'année avoir des hommes et des femmes dans les rues, dans les bois. Je veux partout des hébergements d'urgence. »*

Lancée devant un parterre de 37 nouveaux Français de 21 nationalités, qui venaient de recevoir leur décret d'intégration , cette phrase du chef de l'Etat a eu un retentissement particulier dans la salle de cérémonie de la mairie d'Orléans, jeudi 28 juillet. C'est par cette annonce, inattendue, qu'Emmanuel Macron a conclu une séquence consacrée aux réfugiés, entamée mardi après-midi.

Le 12 juillet, son premier ministre, Edouard Philippe, avait présenté un plan « migration » très axé sur les reconduites à la frontière et dans les pays d'origine. Un plan qui faisait l'impasse sur le volet humanitaire et le sort de cette population laissée sans solution dans les rues de Paris, de Calais et de la vallée de la Roya, en attente souvent d'un dépôt de demande d'asile.

Alors que de nombreuses voix s'étaient élevées face à cette volontaire omission, le président tente de redresser le cap et esquisse une approche un peu différente de la question migratoire. Pour les primo-arrivants, place donc au logement, qu'il souhaite voir « partout en France » et « dès la première

minute ». Pour l'heure, deux pistes sont à l'étude à l'Elysée : soit la création de camps de transit, hypothèse que porte la maire de Paris, Anne Hidalgo, soit la mobilisation de logements vides sur le territoire, option qui semble avoir pour l'heure la préférence de l'Elysée.

L'idée du chef de l'Etat est d'étudier très rapidement la demande d'asile, afin de protéger très vite les réfugiés et de renvoyer aussi vite les déboutés. «*Je veux partout, dès la première minute, un traitement administratif qui permette de déterminer si on peut aller vers une demande d'asile ou non, et derrière une vraie politique de reconduite aux frontières*», a poursuivi le président de la République. […]

> *Emmanuel Macron a au passage fustigé « ceux qui construisent des murs », faisant une allusion directe au refus d'une partie des habitants d'une ville de la banlieue de Tarbes d'accueillir des migrants – habitants qui ont érigé 18 mètres de parpaings pour bloquer l'accès au futur centre d'accueil. Mais il a aussi reconnu la nécessité de faire de la pédagogie sur ce sujet.*

[…]